

THE ENGINE ROOM

Etude de cas : Identité numérique au Zimbabwe

<https://www.digitalid.theengineroom.org>

Ce rapport est basé sur une recherche conduite par The Engine Room, avec le soutien d'Omidyar Network, Open Society Foundations et Yoti Foundation, d'Octobre 2018 à Décembre 2019.

Chercheuses : Chenai Chair et Koliwe Majama
Consultante en conception de recherche : Sophia Swithern
Rédaction : Sara Baker, The Engine Room
Révision et correction : Zara Rahman, Sivu Sinisa et Laura Guzman, The Engine Room
Traduction : Global Voices
Mise en page : Salam Shokor

Le texte de ce travail est publié sous licence internationale de Creative Commons Attribution-Partage dans les mêmes conditions 4.0. Pour voir une copie de cette licence, visitez: <http://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>

Introduction

En 2019, The Engine Room a collaboré avec des chercheurs locaux pour étudier les systèmes d'identification dans cinq régions. Le but de ce projet était de mieux comprendre le véritable effet des systèmes d'identité numérique sur les populations locales qui sont obligées de les utiliser.

Notre recherche au Zimbabwe a consisté en sept entretiens approfondis avec des informateurs clefs de la société civile, d'administrations, du secteur privé, ainsi que six groupes de discussion avec différentes communautés, telles que des ouvriers agricoles, une association de résidents, et un groupe de défense des droits de personnes transgenres. Cette recherche primaire a été réalisée entre Mars et Avril 2019. Toutes les citations des populations cibles sont tirées des entretiens en personne et des discussions durant cette période au Zimbabwe. Vous trouverez plus d'informations sur la méthodologie dans le rapport global¹.

Ce projet vise à comprendre les expériences vécues par des individus et non à refléter des échantillons représentatifs de chaque population. Nous ne pouvons pas nécessairement extrapoler l'expérience d'une personne à la norme - bien qu'il arrive parfois que chaque personne interrogée expérimente un aspect d'un système de la même manière - mais chaque expérience nous donne une idée de la manière dont une infrastructure numérique et des protocoles, qui ne sont pas conçus pour traiter la diversité des expériences et des identités, affectent une diversité de personnes.

Les systèmes d'identification numérique

À travers cette recherche, nous avons étudié les expériences des individus avec le système d'inscription biométrique des électeurs, y compris le passage des cartes d'identité traditionnelles aux cartes plastifiées contenant des données biométriques, et leurs réflexions sur le système national d'identification numérique.

Avant les élections de 2018, le gouvernement zimbabwéen a introduit l'inscription biométrique des électeurs (ci-après BVR) afin de résoudre les problèmes administratifs liés aux élections, notamment les doublons d'électeurs, et les électeurs fantômes. Cette évolution a été accompagnée par la nécessité de passer des anciennes cartes d'identité métalliques à de nouvelles cartes plastiques avec des données biométriques².

Le système s'est heurté à de nombreuses difficultés dès le début, le gouvernement ayant externalisé le travail à des entreprises hors du Zimbabwe. Tout d'abord, le groupe chinois Laxton a remporté le contrat pour créer des kits BVR pour l'inscription des électeurs, une décision critiquée par l'opposition³ ; puis la Commission Electorale du Zimbabwe (ZEC) a attribué le contrat du matériel d'information et du logiciel de suppression des doublons dans la liste électorale à IPSIDY Inc aux États-Unis, une décision dont le Groupe Laxton a fait appel

¹ Voir The Engine Room. (2020). Comprendre les effets vécus de l'identification numérique : une étude transnationale.

² Share, F. (30 Août 2017). Le Département d'état-civil déploie l'enregistrement mobile à l'échelle nationale. The Herald. <https://www.herald.co.zw/rgs-office-rolls-out-mobile-reg%e2%80%a2-nationwide-programme-to-run-for-3-months-%e2%80%a2-metal-ids-to-be-phased-out/>

³ Dube, G. (5 Juin 2017). Une société chinoise gagne l'appel d'offres de la Commission Electorale du Zimbabwe pour l'inscription biométrique des électeurs. VOA Zimbabwe. <https://www.voazimbabwe.com/a/zimbabwe-electoral-commission/3887026.html>

sans succès, affirmant que cela causerait des problèmes d'inscription des électeurs⁴. En effet, des informations dans la presse ont plus tard montré que la liste électorale contenait 250.000 électeurs fantômes⁵. D'autres problèmes ont tourmenté BVR. Les membres du parti au pouvoir ont convaincu certaines personnes que BVR pourrait déterminer comment elles voteraient⁶, et même que la base de données de la ZEC a été piratée⁷.

Au même moment, le Ministère du Travail et de la Protection Sociale du Zimbabwe expérimentait un système d'identification numérique pour les transferts en espèces, avec l'aide du Programme Alimentaire Mondial (PAM) et du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) dans le district de Rushinga. Sur la base du SCOPE du PAM, le projet pilote a permis au gouvernement de voir comment un système d'identification numérique lié aux avantages sociaux pourrait se concrétiser. Le gouvernement nous a informés qu'il n'avait pas encore approuvé l'utilisation de données biométriques dans ce projet, limitant cependant les résultats pilotes aux effets de l'identification numérique non biométrique.

Enfin, en 2018, le Zimbabwe a conclu un partenariat avec CloudWalk Technology, une société chinoise d'intelligence artificielle, pour mettre en œuvre un programme de reconnaissance faciale et un système national d'identification numérique reliant les données à la banque et aux voyages. Parallèlement, la motivation de CloudWalk Technology est devenue claire: obtenir une base de données de visages zimbabwéens pour affiner leur technologie de reconnaissance faciale⁸. Ayant finalement réalisé la valeur pour la Chine des données de ses citoyens, le gouvernement du Zimbabwe a demandé un meilleur accord, ce qui a conduit Hikvision, une autre entreprise chinoise, à faire une offre⁹. Un consultant impliqué dans les négociations a notamment déclaré: «Nous céditions tout simplement nos données¹⁰», indiquant clairement que si les Zimbabwéens partagent volontiers leurs données, le gouvernement peut abuser de cette confiance.

Entre-temps, la Banque Mondiale a financé un projet pour que le gouvernement zimbabwéen utilise l'identification numérique afin de supprimer les travailleurs fantômes de la fonction publique, élargissant ainsi l'utilisation de l'identification numérique. En Septembre 2019, plusieurs mois après la fin de nos recherches sur le terrain, la Commission de la Fonction Publique a annoncé qu'elle ferait enregistrer tous les employés du gouvernement dans un nouveau système biométrique d'ici la fin du mois¹¹. La Commission prévoit d'engager des prestataires pour effectuer cette vérification en début 2020¹².

⁴ Share, F. (16 Janvier 2018). La Commission Electorale du Zimbabwe certifie l'offre BVR d'une entreprise américaine. The Herald.

<https://www.herald.co.zw/zec-certifies-us-firms-bvr-tender/>

⁵ Le Roux, J. (16 Juillet 2018). Les électeurs Zimbabwéens hantés par des doubles et des fantômes <https://www.news24.com/Africa/Zimbabwe/zimbabwean-voters-roll-haunted-by-doppelgangers-ghosts-20180716>

⁶ Majoni, T. (23 Octobre 2017). BVR: La feuille de triche électorale de la Zanu PF. The Standard. <https://www.thestandard.co.zw/2017/10/23/bvr-zanu-pf-election-cheat-sheet/>

⁷ Mhlanga, B. (19 Juillet 2018). Faille de sécurité à la Commission Electorale du Zimbabwe, sa base de données piratée. NewsDay Zimbabwe. <https://www.newsday.co.zw/2018/07/security-breach-at-zec-database-hacked/>

⁸ Hawkins, A. (24 Juillet 2018). Le Big Brother de Pékin a besoin des visages africains. Foreign Policy. <https://foreignpolicy.com/2018/07/24/beijings-big-brother-tech-needs-african-faces/>

⁹ Prasso, S. (10 Janvier 2019). La route de la soie numérique de la Chine ressemble davantage à un rideau de fer. BloombergQuint. <https://www.bloombergquint.com/china/china-s-digital-silk-road-is-looking-more-like-an-iron-curtain>

¹⁰ Ibid

¹¹ Machivenyika, F. (23 Septembre 2019). La biométrie utilisée pour éliminer les fantômes. The Herald. <https://www.herald.co.zw/biometrics-to-weed-out-ghost-workers/>

¹² Ibid

Expériences vécues

Les entretiens et les groupes de discussion qui ont été menés au Zimbabwe en Mars-Avril 2019 donnent un aperçu des expériences vécues des individus interagissant avec les systèmes décrits. Étant donné qu'il existe très peu de recherches sur les expériences des personnes avec les systèmes d'identification numérique, ces données qualitatives sont utiles pour comprendre la réalité de certaines d'entre elles. Il est essentiel de comprendre que tous les résidents du Zimbabwe n'ont pas une seule expérience unifiée. Certaines de ces expériences peuvent contredire les rapports officiels. Nous visons à ce que ces apprentissages fassent plus largement partie du débat sur les solutions d'identification numérique dans les contextes nationaux.

Sensibilisation et compréhension

Au moment de la rédaction de cette étude (Novembre 2019), des informations sur le système national d'identification numérique étaient accessibles au public, et nous n'avons trouvé aucune trace d'une initiative à grande échelle du gouvernement pour sensibiliser le public. Comme l'a souligné un représentant de la société civile: «Si le gouvernement zimbabwéen va passer à l'identité numérique, nous ne devrions pas le lire à partir de sources en ligne. Je ne pense même pas que c'était couvert dans le journal local ».

La compréhension par le public du système BVR a été compliquée par une série de difficultés: les partis politiques n'étaient pas d'accord sur les partenaires du secteur privé, les tentatives de suppression des doublons dans les listes électorales en utilisant BVR ont conduit à des électeurs fantômes, et l'intimidation des électeurs s'est poursuivie alors que les responsables du parti au pouvoir et les chefs traditionnels ont, selon des rapports, enregistré le numéro de série sur le bulletin d'inscription de 31% des électeurs¹³. Tous les problèmes entourant BVR ont créé une grande confusion chez les électeurs.

Dans un groupe de discussion, beaucoup ont convenu qu'il y avait jusqu'à présent, un manque d'engagement et de consultation du public concernant la transition de l'ancien système d'enregistrement national au nouveau système biométrique. Certains étaient particulièrement préoccupés par le fait que le gouvernement n'ait pas communiqué les changements de système d'identification aux groupes marginalisés, tels que les résidents ruraux, les agriculteurs et les vendeurs ambulants. Lors d'un entretien avec un groupe de discussion composé uniquement de femmes, ces dernières ont noté que le gouvernement n'avait toujours pas expliqué les avantages de la nouvelle carte d'identité. Les femmes du Zimbabwe, en particulier dans les zones rurales, ne savent pas très bien pourquoi et comment la carte d'identité biométrique peut être utilisée à leur avantage. Bien que les habitants des zones rurales soient conscients de la transition des identifiants métalliques «traditionnels» vers les nouveaux identifiants biométriques, la justification de cette transition n'est toujours pas claire.

Un informateur de la société civile a déclaré que le gouvernement avait tendance à dissimuler les plans controversés sous couvert de sécurité nationale:

Regardons le peu d'informations disponibles sur la technologie de reconnaissance faciale que le gouvernement zimbabwéen a acquis auprès de l'entreprise chinoise CloudWalk. Voici donc

¹³ La ZEC a par la suite condamné cette intimidation des électeurs. Voir The Zimbabwe Mail. (31 Janvier 2018). La ZEC condamne l'intimidation des électeurs alors que les élections se profilent. Disponible ici: <http://www.thezimbabwemail.com/main/zec-condemns-voter-intimidation-polls-loom/>

une situation où le gouvernement fait des choses, mais il n'en fait rapport ni au Parlement ,ni aux contribuables. Nous constatons un très faible flux d'informations en provenance des entités gouvernementales, en particulier lorsque les informations ont été dissimulées sous couvert de sécurité nationale. S'il y a des sujets dont le gouvernement ne veut pas discuter, il les qualifie simplement de problèmes de sécurité nationale, et c'est très difficile d'obtenir des informations à ce sujet.

Outre la rétention d'informations, le gouvernement peut également tirer parti de la culture numérique limitée de la population zimbabwéenne pour mettre en œuvre un système national d'identification numérique sans attirer trop d'attention. Ce manque de connaissances techniques peut également être un obstacle à la mise en œuvre, entravant en fin de compte le succès de tout système éventuellement déployé. Un représentant de la société civile a expliqué:

Nous aurions besoin d'une vaste campagne d'alphabétisation numérique ... parce que regardez comment les gens ont actuellement du mal à sécuriser leurs cartes bancaires. Au cours de la dernière mi-année ,nous avons assisté à une augmentation fulgurante du nombre de cas de clonage de cartes par exemple, et du nombre de fraudes électroniques ou mobile banking. Ce sont là tous les symptômes d'une société qui ne comprend pas vraiment comment sécuriser certains services technologiques. De même, avec l'identification numérique, les gens ne seraient probablement pas en mesure de l'utiliser au maximum car ils ne la comprennent pas. Pensez au nombre de personnes qui ont des smartphones, mais ils ne les utilisent que pour les SMS, les appels et peut-être pour WhatsApp, et le reste des fonctionnalités sont négligées parce que les gens ne savent tout simplement pas comment utiliser ces technologies.

Absence de consultation publique

Plusieurs personnes sondées au Zimbabwe ont souligné le manque de consultation publique comme un problème et se sont plaints d'une approche descendante. Ils se sont dits préoccupés par l'absence d'explication officielle sur la nécessité de passer d'un système non biométrique à un système qui recueille des données biométriques. Un informateur du secteur privé a exprimé sa frustration face au fait que le gouvernement n'ait pas consulté les partenaires commerciaux ainsi que le grand public. Préoccupé par les populations marginalisées, un informateur de la société civile a déclaré:

Je peux parler des personnes marginalisées, probablement dans les zones rurales et même dans le quartier central des affaires, les vendeurs de la rue. Ils ont juste ces documents pour avoir des identités. Il n'y a aucune explication pour savoir pourquoi nous passons de la documentation d'identité traditionnelle à la nouvelle biométrie ... donc je pense que nous avons un problème en termes de sensibilisation et de consultation. La constitution est très claire, si vous prenez certaines décisions qui affectent les citoyens, ils doivent être consultés et avoir l'adhésion. Cependant, il semble que cela ne se produise pas, ils viennent de présenter le système. Il s'agit plutôt d'une approche descendante, qui est imposée aux citoyens.

En fin de compte, le manque de transparence du Zimbabwe sur le système d'identification numérique signifie que peu de gens comprennent le but des identités biométriques ou possèdent même des connaissances de base de ce système.

Obstacles à l'enregistrement

Au Zimbabwe, le plus grand obstacle concerne les exigences en matière d'enregistrement des données d'identification. Certains informateurs de la société civile s'inquiètent de la transition vers l'identification numérique, étant donné qu'un «certain nombre de Zimbabwéens n'ont actuellement pas d'identité», ce qui signifie qu'ils ne sont pas en possession de documents d'identité. En effet, la Commission des Droits de l'Homme du pays a annoncé en Juin 2019, peu de temps après notre phase de recherche sur le terrain, qu'elle mènerait une enquête sur l'indisponibilité des «documents d'identité - y compris les certificats de naissance, les cartes d'identité nationales, les passeports, la citoyenneté pour ceux anciennement appelés étrangers et certificats de décès »¹⁴.

Avec le passage des cartes en métal aux cartes biométriques en plastique, nombreux sont les individus qui continuent à rencontrer des difficultés avec la vérification initiale de leur identité, en raison d'erreurs sur les documents existants, tels que les certificats de naissance, ou du manque d'informations relatives à leurs origines, tel que le village d'origine et le nom du chef local. Une personne a expliqué leur chasse au document requis:

Si votre certificat de naissance se perd ici à Seke, ils vous renverront au bureau d'enregistrement national de Makombe, car leurs informations ici ne sont pas en ligne. À Makombe, le processus est très long et fastidieux: ils doivent d'abord chercher votre nom dans l'ordinateur. Vous aurez le malheur de vous entendre dire que vos informations ne se trouvent pas à Makombe mais à Marondera. Vous recevrez un numéro de téléphone pour contacter les agents, à vos frais. Si vous appelez, il se peut que vous soyez mis en attente jusqu'à ce que votre crédit s'épuise. Si vous demandez aux officiers de Makombe de passer un appel en utilisant la ligne fixe du bureau, ils demanderont d'abord un pot-de-vin.

Faire corriger des erreurs sur les certificats de naissance est également coûteux, et certaines personnes ont déclaré qu'elles ne pouvaient pas se le permettre. En conséquence, elles sont dépourvues d'identification appropriée. Les membres des groupes de discussion ont décrit la façon dont les gens sont traités au bureau de l'officier d'état-civil. Un participant a déclaré: «Tant de gens ne se sentent tellement pas à l'aise de passer par ces bureaux, qu'ils passent de nombreuses années sans rectifier leurs problèmes de documentation, par crainte de harcèlement». Ce problème indique la nécessité d'une meilleure formation et de meilleurs mécanismes de notification des griefs.

Les files d'attente pour les identifiants au Zimbabwe sont longues. Souvent, plus de personnes se présentent pour s'inscrire que les officiels ne peuvent en gérer en une journée, les forçant à émettre des numéros sur place et à prendre les gens dans cet ordre:

S'ils ne prennent que 50 personnes par jour et que vous êtes numéro 51, ce numéro ne sera plus utile le lendemain. Le lendemain, vous devrez également être en avance pour pouvoir vous assurer une position entre un et 50.

Après un voyage et de longues attentes, de nombreuses personnes se rendent parfois à un bureau d'enregistrement ou au registre d'état-civil, et à l'arrivée font face à des problèmes de réseau. Un représentant de la société civile a déclaré que le manque d'accès fiable à Internet allongeait la durée du processus d'enregistrement.

¹⁴ Nyamukondiwa, W. (18 Juin 2019). Enquête de la documentation nationale sur les cartes d'identité. The Herald. <https://www.herald.co.zw/national-documentation-inquiry-on-cards/>

De plus, les personnes transgenres en particulier se sont heurtées à d'importantes barrières à l'enregistrement de leur identité, un problème qui ne sera probablement pas résolu avec le nouveau système d'identification numérique. Dans un cas, un groupe de défense des droits des femmes et des droits sexuels a décrit un cas où l'officier d'état-civil a harcelé une de leurs membres pour avoir produit un certificat de naissance déclarant qu'elle était homme, alors qu'elle ressemblait à une femme. Pour que cette personne obtienne sa carte d'identité, les avocats du Zimbabwe pour les droits de l'homme ont dû intervenir. Une organisation qui travaille avec la communauté LGBTQI nous a dit que les personnes transgenres sont souvent traitées de manière irrespectueuse par les autorités, qui mettent un point d'honneur à regarder à plusieurs reprises leur apparence corporelle et leurs documents d'identité, tout en questionnant leur sexe.

Ces expériences montrent comment les préjugés existants peuvent être exacerbés dans les systèmes d'identification. À mesure qu'un nombre croissant d'individus s'inscrivent, en particulier celles et ceux qui étaient exclus des systèmes d'identification précédents, des situations plus discriminatoires se produisent. Sans processus et formation appropriés pour reconnaître la grande diversité des expériences vécues, les systèmes d'identification numérique ne répondront pas aux besoins des personnes qui pourraient le plus en bénéficier.

Absence de consentement éclairé

Une préoccupation majeure qui a été soulevée lors des discussions de groupe était la notion selon laquelle accepter de s'inscrire à un système d'identité biométrique se traduit automatiquement par le consentement à ce que le gouvernement partage des données personnelles avec diverses entités publiques et privées pour la surveillance. Un autre représentant de la société civile a suggéré que «le consentement doit être actif à chaque étape», et la plupart des discussions de groupe autour de cette question ont porté sur la confiance.

Si quelques personnes ont déclaré qu'elles font confiance au gouvernement avec leurs données tant que les informations sont demandées dans les locaux d'une administration, plutôt qu'à travers le porte à porte, la plupart des personnes interrogées ont exprimé leur inquiétude quant au fait que leurs données pourraient être utilisées ou partagées sans leur consentement. Les militants en particulier estiment que leurs données ne sont pas en sécurité avec le bureau de l'officier d'état-civil. Au cours de leur discussion de groupe, les travailleurs agricoles ont parlé du besoin désespéré d'aide publique, qui les pousse à se fier au gouvernement malgré leurs réticences: «Non, nous ne leur faisons pas confiance. Nous leur donnons simplement nos données pour survivre, et nous sommes poussés par la famine. »

Si le choix est entre la famine et la remise des données, il ne peut y avoir de consentement éclairé significatif. Les problèmes de consentement et de confiance peuvent avoir un impact sur tous les Zimbabwéens, mais les personnes ayant besoin d'une aide vitale distribuée à l'utilisation de l'identification numérique sont les plus touchées.

Défaut de protection des données et craintes de surveillance

En Octobre 2019, le cabinet du président Emerson Mnangagwa a approuvé un projet de loi générale sur la cybercriminalité, la sécurité et la protection des données, et l'a envoyé au

Parlement pour débat¹⁵. Bien que le pays ait besoin d'une loi sur la protection des données - la loi de 2002 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée étant relativement peu pertinente compte tenu de l'utilisation des nouvelles technologies - beaucoup ont critiqué ce projet de loi¹⁶. Le projet de loi générale fusionne trois projets de loi, dont chacun aurait pu être plus solide s'il avait été adopté séparément. Bien que le projet de loi ait été approuvé après la phase de recherches sur le terrain, il a été déposé à l'origine il y a trois ans. Nos discussions de groupe et nos entretiens sur la protection des données restent pertinents car les Zimbabwéens fonctionnent toujours sans protection suffisante de leurs données.

Outre le problème du partage potentiel de données avec d'autres pays par le biais de partenaires commerciaux dans la conception et la mise en œuvre de l'identification numérique, les participants aux groupes de discussion au Zimbabwe étaient très préoccupés par le partage de données dans leur propre pays. Par exemple, les travailleurs agricoles ont exprimé des préoccupations concernant la surveillance exercée par des forces en uniforme, notamment la police et l'armée. Les militants, d'autre part, ont exprimé leur inquiétude quant au partage de leurs données avec les partis politiques. Les travailleuses du sexe, les membres de la communauté LGBTQI et les personnes vivant avec le VIH craignaient le partage de données entre le gouvernement, la police, certaines ONG et les églises. Les églises, en particulier, sont considérées comme une menace en ce qui concerne les informations de santé que les fidèles partagent en toute confiance pour leur soutien. Certaines églises auraient également discriminé les personnes vivant avec le VIH / sida.

En bref, presque tous les groupes à qui nous avons parlé avaient peur de ce que feraient ceux qui exercent un pouvoir sur eux, s'ils avaient accès à leurs données personnelles. Une personne interrogée par la société civile a ainsi résumé ces préoccupations concernant les droits de l'homme:

La numérisation est une noble idée en termes d'efficacité et de réduction des infractions, mais nous sommes préoccupés par l'utilisation secondaire, car dès le moment où le gouvernement a les données de tout le monde, celles-ci pourraient être utilisées pour ... supprimer la dissidence. [La] situation économique devient difficile. Les gens finiront par manifester, exercer leur droit constitutionnel, mais dès que vous y participez, du fait qu'il y a des caméras et que toutes nos données sont entre les mains de l'officier d'état-civil et de la sécurité de l'État, cela devient difficile. Nous serons traqués avant même de savoir que nous sommes recherchés.

Réfléchissant à la façon dont les institutions tirent profit des données, un participant à un groupe de discussion a indiqué qu'ils préféreraient partager leurs données avec le gouvernement qu'avec le secteur privé. Bien que cette personne ait déclaré qu'elle ne faisait pas confiance au gouvernement, elle était convaincue que l'État avait le potentiel de mettre en œuvre des garanties que de nombreuses entreprises peuvent ignorer.

Les participants ont également fait part de leurs préoccupations au sujet du partage des données entre les ministères, les fournisseurs de soins de santé et diverses parties du secteur privé, telles que les institutions financières. Comme l'a expliqué un représentant de la société civile, si un fournisseur d'assurance automobile a accès à des informations médicales détaillant des conditions médicales telles que l'épilepsie, il peut augmenter les primes de cette

¹⁵ Mudzingwa, F. (9 Octobre 2019). Le projet de loi sur la cybercriminalité obtient enfin l'approbation du Cabinet. Techzim. <https://www.techzim.co.zw/2019/10/cyber-crime-bill-finally-gets-cabinet-approval/>

¹⁶ MISA Zimbabwe. (03 February 2018). Le projet de loi général sur le cyber met les droits fondamentaux en pagaille. <https://zimbabwe.misa.org/2018/02/23/omnibus-cyber-bill-muddies-fundamental-rights/>

personne. En outre, plusieurs personnes interrogées étaient convaincues que le gouvernement obtenait déjà des informations personnelles auprès des banques. Ces commentaires font écho aux tendances dans d'autres pays, où les secteurs privé et public utilisent des données personnelles pour obtenir des «informations» qui affectent la capacité des gens à accéder à d'autres services.

Les Zimbabwéens ont déjà exprimé des soupçons sur la manière dont le gouvernement accède et utilise leurs informations personnelles. Lors des élections de 2018, des personnes ont reçu des SMS qui semblaient provenir du parti au pouvoir, y compris des messages encourageant les gens à voter pour un candidat en particulier. Les messages contenaient des informations sur chaque destinataire, y compris des détails précis sur le conseil et le parlementaire se présentant aux élections dans leur quartier résidentiel. Sur les réseaux sociaux, les gens se plaignaient de ne pas avoir communiqué leurs coordonnées au parti au pouvoir et étaient préoccupés par le fait que les politiciens y aient accès.

À travers nos entretiens, il est devenu clair que les expériences des gens en matière de surveillance technologique ont affecté leur opinion sur l'identification numérique. Leur manque de confiance dans la façon dont le gouvernement traite leurs données personnelles reflète une suspicion à l'égard du système d'identification numérique. Un participant à un groupe de discussion a décrit le plan d'identification numérique dans le cadre de «la militarisation de ce pays», et bien que de nombreux participants aient pu voir l'identification numérique et la reconnaissance faciale comme rendant les rues plus sûres, ils ont également exprimé des craintes quant à la surveillance. Un travailleur du sexe homme a déclaré:

Les forces de sécurité seront désormais informés de mes mouvements quotidiens, et ils peuvent avoir des cibles dans une communauté. Mes informations peuvent être utilisées à d'autres fins que celles qui ont été saisies par d'autres institutions, telles que la police.

En effet, les professionnel(le)s du sexe, les militants et les femmes vivant dans un quartier informel étaient particulièrement consternés. Ils ont décrit avoir «peur» et que «leurs libertés et leurs droits sont restreints». Dans l'ensemble, la plupart des groupes de discussion ont considéré ces développements technologiques comme une menace pour les droits de l'homme même s'ils louaient les avantages potentiels d'une sécurité accrue et d'une diminution de la fraude.

Société civile

La société civile au Zimbabwe travaille dans un environnement hostile, ce qui rend difficile de faire reculer le gouvernement sur des questions sensibles, telles que les efforts d'identification numérique du pays. Cela est encore plus compliqué par le fait que l'identification numérique est considérée comme un problème de «sécurité nationale». Un participant à une discussion de groupe avec la société civile a déclaré:

Toute organisation de la société civile [qui choisit de traiter de l'identification numérique] ... se retrouvera sur le terrain de la sécurité nationale, et cela attirera certainement l'attention du gouvernement, des agents de la sécurité nationale, et fera même que des personnes de ces organisations seront convoquées pour des interrogatoires, des pressions, des intimidations et tout ça.

Des informateurs de la société civile nous ont dit, cependant, qu'il était nécessaire «d'élargir leur travail pour inclure» les problèmes liés à l'identification numérique et d'agir en tant que «chiens de garde pour s'assurer que le gouvernement n'abuse pas de la numérisation». Ils ont

également estimé qu'ils avaient la responsabilité d'éduquer le public sur les avantages et les risques de l'identification numérique et de faire pression pour une législation qui protège les données des personnes et leur droit de demander réparation en cas d'utilisation abusive. MISA Zimbabwe est cité comme exemple d'une organisation qui a pris des mesures contre l'utilisation par le gouvernement des technologies émergentes pour étendre la surveillance¹⁷.

Conclusions et Recommandations

Le Zimbabwe présente un cas particulièrement indicatif des futures tendances en matière d'identification numérique. En particulier, la participation initiale des entreprises chinoises démontre la valeur des données zimbabwéennes pour les gouvernements étrangers. Bien que de nombreux défenseurs et experts aient critiqué la discrimination raciale dans les technologies émergentes comme l'intelligence artificielle, voici un cas où la diversité accrue des données d'apprentissage peut causer un énorme préjudice en contribuant à restreindre les données et le droit à la vie privée des Zimbabwéens.

Les risques liés à l'identification numérique et aux technologies connexes sont plus graves pour les personnes au Zimbabwe dont les droits et les moyens de subsistance sont déjà systématiquement refusés ou remis en question, comme les personnes transgenres et les professionnel(le)s du sexe. Bien que l'intention de nombreux systèmes d'identification numérique soit d'inclure les personnes qui ont du mal à accéder aux documents d'identification «traditionnels», ces systèmes semblent avoir un fort potentiel d'exclusion.

En outre, l'environnement politique du Zimbabwe, caractérisé par une militarisation accrue et un espace réduit pour la société civile, signifie que la confiance dans le gouvernement est faible, et l'impression que le système d'identification numérique s'intègre dans le récit de la sécurité nationale signifie que la participation de la société civile est rendue plus difficile. S'il est difficile pour la société civile d'agir dans cet environnement, cette participation est également vitale car ces organisations et les défenseurs des droits de l'homme associés sont susceptibles d'être ciblés par l'identification numérique et par d'autres technologies de surveillance. Si ces systèmes sont utilisés pour réprimer des droits tels que la liberté de réunion et la liberté d'expression, la capacité de la société civile à provoquer des changements sur n'importe quelle question sera radicalement réduite.

Si l'identification numérique doit aller de l'avant, les Zimbabwéens doivent pouvoir bénéficier d'un système qui accorde la priorité aux besoins des personnes et reconnaît les divers contextes des populations marginalisées. Au lieu d'un projet de loi générale faible, une solide protection des données qui affirme les droits des personnes et inclut des mécanismes d'application peut renforcer considérablement la confiance dans le système et dans le gouvernement. Enfin, les campagnes de consultation publique et de sensibilisation peuvent également renforcer la confiance tout en aidant les personnes à tirer le meilleur parti de l'identification numérique.

¹⁷ Maunganidze, G. (04 Décembre 2018). Lettre au président de l'Assemblée Nationale: augmentation de la collecte d'informations personnelles en l'absence d'une législation adéquate sur la protection des données. MISA Zimbabwe. <https://zimbabwe.misa.org/2018/12/04/letter-to-speaker-of-national-assembly-increase-in-collection-of-personal-information-in-the-absence-of-adequate-data-privacy-legislation/>